

Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Articles L. 111-7 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Cadres 1 et 2 : informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation
Cadre 3 : informations nécessaires à la vérification de la demande d'octroi de périodes supplémentaires
Cadres 4 et 5 : informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)
Cadre 6 : engagement du (des) demandeur(s)

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :	Cadre réservé aux services préfectoraux
<p>Vous souhaitez demander l'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un seul établissement recevant du public (ERP) sur plusieurs périodes, - de plusieurs établissements recevant du public (patrimoine comprenant ou non des installations ouvertes au public) sur une ou plusieurs périodes, - ou d'une (des) installation(s) ouverte(s) au public (IOP) sur une période. <p>Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires.</p> <p>Dans le cas d'un Ad'ap pour un établissement recevant du public sur une, deux ou trois années, veuillez vous reporter au Cerfa 13824</p>	<p>N° de l'Ad'ap : _____</p> <p>Date de réception en préfecture : _____</p>

1. Identité du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le chef de file du suivi du dossier dans le cas d'un co-financement.
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs identités sur papier libre.

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom _____ Date de naissance _____

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et Dénomination SOCIETE D'EQUIPEMENT DU DEPARTEMENT DE LA REUNION

N° SIRET 3 1 0 8 6 3 3 7 8 0 0 0 2 5

Représentant de la personne morale Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom PHILIPPE LAPIERRE

Date de naissance a défaut de N° SIRET _____

2. Coordonnées du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre.

Adresse

Numéro 53 Voie RUE DE PARIS

Lieu-dit _____ Boîte postale BP 40172

Code postal 97464 Localité SAINT DENIS

Si le demandeur habite à l'étranger Pays _____ Division territoriale _____

Téléphone fixe 0 2 6 2 9 4 7 6 5 7 Portable _____

Indicatif si pays étranger _____

Adresse électronique sedre @ sedre.fr

3. Votre dossier concerne

Veuillez vous reporter au

Un seul ERP et votre demande concerne

☐

deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) ¹

☐

Nombre d'années demandées :

trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) ¹

☐

Nombre d'années demandées :

Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité *d'un seul ERP* lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) :

Cadre 4

• Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ²

☐

• Autre :

☐

à préciser :

Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne

☐

une période soit 3 ans maximum

☒

Nombre d'années demandées : 3

deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) ¹

☐

Nombre d'années demandées :

trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) ¹

☐

Nombre d'années demandées :

Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité *d'un ensemble d'ERP* (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) :

Cadre 5

• Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ²

☐

• Autre :

☐

à préciser :

Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ :

Nombre de communes d'implantation : 1

Nombre de bâtiments concernés : 1

Une seule IOP et votre demande concerne

☐

une période soit 3 ans maximum

Nombre d'années demandées :

Cadre 4

Plusieurs IOP et votre demande concerne

☐

une période soit 3 ans maximum

Nombre d'années demandées :

Cadre 5

¹ Selon les cas, vous devrez démontrer la situation technique ou financière de votre établissement ou que la mise en accessibilité de votre établissement est particulièrement complexe. Les conditions sont définies par l'arrêté pris en application du IV de l'article D. 111-19-34 du Code de la construction et de l'habitation

² Pour les personnes de droit privé ou les établissements publics dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce l'attestation de la situation financière délicate est établie par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable

4. Demande d'agenda d'accessibilité programmée pour un seul établissement recevant du public sur 2 ou 3 périodes ou pour une installation ouverte au public sur 1 période

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement
ou de l'installation

Numéro

Voie

Lieu-dit

Boîte postale

Code postal

Localité

4.2 - Classement sécurité incendie de l'ERP : (Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

4.3 - Analyse de la situation de votre établissement ou installation à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

4.4 - Chiffrage et calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement ou de l'installation

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cocher la case correspondante)

Ad'ap portant sur un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseigner uniquement la sous-section 4.4.1) ☐

Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (renseigner uniquement la sous-section 4.4.2) ☐

Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (renseigner uniquement la sous-section 4.4.2) ☐

Ad'ap portant sur une IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseigner uniquement la sous-section 4.4.3) ☐

4.4.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH)

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public

	Actions de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Année 4			
Année 5			
Année 6			

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2 (années 4, 5 et 6)	
Total	

4.4.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP et deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiées par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public

	Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Période 2 (années 4, 5 et 6)			
Période 3 (années 7, 8 et 9)			

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2	
Période 3	
Total	

4.4.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur une IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'installation peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public

	Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1			
Année 2			
Année 3			

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Total	

4.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui ☒ Dans ce cas, en joindre la liste indicative

Non ☐

5. Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusieurs établissements recevant du public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations ouvertes au public sur 1 période

5.1 – Liste des établissements ou des installations

Etablissement N° 1

Nom de l'établissement ou de l'installation

Département d'implantation

Commune d'implantation

Adresse de l'ERP/IOP

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

Etablissement N° 2

Nom de l'établissement ou de l'installation

Département d'implantation

Commune d'implantation

Adresse de l'ERP/IOP

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

Etablissement N° 3

Nom de l'établissement ou de l'installation

Département d'implantation

Commune d'implantation

Adresse de l'ERP/IOP

Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)

Veuillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.

5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou installations à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

Sept sites concernés (résidences de logement social) comprenant un total de 13 ERP. La présente demande concerne exclusivement l'accessibilité entre les 13 ERP & la voie publique (car à la charge du propriétaire). La totalité des ERP sont classés en cinquième catégorie.

Informations complémentaires dans "PROJET STRATEGIQUE" ci-joint

Veuillez répondre sur papier libre si nécessaire

5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cochez la case correspondante) :

Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseignez uniquement la sous-section 5.3.1) ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2) ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2) ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe (renseignez uniquement la sous-section 5.3.2) ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseignez uniquement la sous-section 5.3.3) ☒

5.3.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP/IOP dont un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements ou installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1			
ERP 2			
ERP 3			

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

	ERP concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Année 4		
Année 5		
Année 6		

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2 (année 4, 5 et 6)	
Total	

5.3.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur :

- plusieurs ERP et sur une durée de deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiée par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)
- ou un patrimoine dont la mise en accessibilité est complexe selon les critères définis par l'article L. 111-7-7 IV du CCH et sur une durée de trois périodes de trois ans maximum

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1			
ERP 2			
ERP 3			

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

	ERP concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Période 2 (années 4, 5 et 6)		
Période 3 (années 7, 8 et 9)		
		Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Période 2 (année 4, 5 et 6)		
Période 3 (année 7, 8 et 9)		
Total		

5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des IOP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP
ERP/ IOP 1	cf. PROJET STRATEGIQUE	cf. PROJET STRATEGIQUE	19/12/2017
ERP/ IOP 2	cf. PROJET STRATEGIQUE	cf. PROJET STRATEGIQUE	19/12/2017
ERP/ IOP 3	cf. PROJET STRATEGIQUE	cf. PROJET STRATEGIQUE	19/12/2017

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP

	ERP/ IOP concernées par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question
Année 1	cf. PROJET STRATEGIQUE	cf. PROJET STRATEGIQUE
Année 2		
Année 3		
		Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1		118 431 € TTC
Année 2		
Année 3		
Total		

5.4 - Éléments de synthèse pour le calendrier prévisionnel de mise en accessibilité de vos établissements et installations

		Nombre d'établissements ou installations pour lesquels la mise en accessibilité est achevée dans l'année ou la période					
		1e cat	2e cat	3e cat	4e cat	5e cat	IOP
Période 1	Année 1					13	
	Année 2						
	Année 3						
Période 2							
Période 3							
TOTAL :						13	

5.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui ☒ dans ce cas, en joindre la liste indicative Non ☐

6. Engagement du demandeur et des co-signataires le cas échéant

J'atteste avoir qualité pour demander l'approbation du présent Agenda d'accessibilité programmée :

Je (nous) soussigné(s), auteur(s) de la demande, certifie (ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation.



Signature du demandeur et des co-signataires le cas échéant

A Saint Denis

Le 28/02/2017

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☒

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la préfecture. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

SEDRE

DIRECTION DU PATRIMOINE LOCATIF

SERVICE MAINTENANCE

DEMANDE D'APPROBATION D'UN AGENDA ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (AD'AP)

PROJET STRATÉGIQUE DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DE
L'ENSEMBLE DES ERP

XAVIER DARON ARCHITECTE DPLG

11 RUE MOULIN A VENT - 97400 SAINT DENIS - 0262 43 33 37 / 0692 61 89 55
xavier_daron@orange.fr - <http://xavierdaron.pagesperso-orange.fr/>



Table des matières

1 OBJET DU DOSSIER.....	3
2 LISTE & LOCALISATION DES ERP CONCERNÉS.....	3
2.1 LORY LES BAS :	3
2.2 CASSE PIERRE :	3
2.3 BUTOR :	3
2.4 BOURBON POINTU / ilot B :	3
2.5 VERGER :	3
2.6 EUDOXIE NONGE :	4
2.7 GRANITES :	4
3 DESCRIPTION DES TRAVAUX PREVUS.....	4
3.1 LORY LES BAS :	4
3.1.1 Limite de propriété	4
3.1.2 Travaux à prévoir :	4
3.2 CASSE PIERRE :	4
3.2.1 Limite de propriété	4
3.2.2 Travaux à prévoir :	4
3.3 BUTOR :	4
3.3.1 Limite de propriété	4
3.3.2 Travaux à prévoir :	5
3.4 BOURBON POINTU / ilot B :	5
3.4.1 Limite de propriété	5
3.4.2 Travaux à prévoir :	5
3.5 VERGER :	5
3.5.1 Limite de propriété	5
3.5.2 Travaux à prévoir :	5
3.6 EUDOXIE NONGE :	5
3.6.1 Limite de propriété	5
3.6.2 Travaux à prévoir :	5
3.7 GRANITES :	6
3.7.1 Limite de propriété	6
3.7.2 Travaux à prévoir :	6
4 PLANNING D'INTERVENTION PROPOSE.....	6
5 MESURES DE SUBSTITUTION PROPOSEES.....	6
6 DEMANDE DE DEROGATION.....	7
7 ANNEXES.....	7

1 OBJET DU DOSSIER

Le présent dossier PROJET concerne la mise aux normes accessibilité handicapés des accès des établissements recevant du public (ERP) du parc de la SEDRE selon agenda d'accessibilité programmée (AD'AP). Ces 13 ERP sont tous de cinquième catégorie, en rez de chaussée.

Ce dossier PROJET décrit les travaux à effectuer sur la base des deux rapports de diagnostic de SOCOTEC établis le 21 août & le 21 septembre 2015 par M. Eddy TECHER (dossiers référence HA10 270 & dossier HA10 299).

Les travaux à réaliser ont été précisés lors d'une visite des sites concernés le 06/11/2015 accompagnés de M. DESRUISSEAU de la SEDRE, et d'un RDV avec M. TECHER de SOCOTEC le 14/11/2015.

2 LISTE & LOCALISATION DES ERP CONCERNÉS

2.1 LORY LES BAS :

- adresse : 19 & 21 rue Lory les Bas à Ste Clotilde, commune de St Denis
- références cadastrales : parcelle BE n°22
- ERP concernés : «CHARMEL COIFFURE »

2.2 CASSE PIERRE :

- adresse : rue Merencienne à Ste Clotilde, commune de St Denis
- références cadastrales : parcelles AY n° 52, 271, 450, 453, 454,
- ERP concernés :
 - snack « VIENS GOÛTER »
 - « MAISON DE LA JUSTICE »
 - « ASSOCIATION DES PÊCHEURS DE ST DENIS »

2.3 BUTOR :

- adresse : rue Merencienne, à Ste Clotilde, commune de St Denis
- références cadastrales : parcelles AY n° 45, 46, 47, 48, 49, ...
- ERP concernés :
 - [LCR] - actuellement salle de sports
 - snack « PT'IT KÉBAB »

2.4 BOURBON POINTU / Ilot B :

- adresse : 2 rue du Capitaine Dreyfus, ZAC Moulin Joli à la Possession
- références cadastrales : parcelles AP n°942, 948, 952
- ERP concernés :
 - masseurs kinésithérapeutes
 - auto-école de Moulin Joli
 - [LCR] – salle de répétition (musique)

2.5 VERGER :

- adresse : 1 & 3 avenue de Maperine & allée des Bilimbis à Ste Marie
- références cadastrales : parcelle AT n° 657
- ERP concernés :
 - [local commercial inoccupé]

2.6 EUDOXIE NONGE :

- adresse : rue des Écoliers & avenue Eudoxie Nonge à Ste Clotilde, commune de St Denis,
- références cadastrales : parcelles BK n° 192, 193, (& 244?)
- ERP concernés :
 - [local commercial occupé par une société de gardiennage]

2.7 GRANITES :

- adresse : allée des Cornalines à St Denis
- références cadastrales : parcelles DI n° 57, 128, 130, 131, 132, 133, ...
- ERP concernés :
 - [épicerie]
 - [LCR]

Nota : en annexe à ce document figure les copies de extraits cadastraux des parcelles concernées

3 DESCRIPTION DES TRAVAUX PREVUS

3.1 LORY LES BAS :

3.1.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, la moitié des trottoirs est la propriété de la SEDRE, car fait partie de de la parcelle sur laquelle sont implantés les bâtiments. On observe d'ailleurs deux revêtements de sol différents sur le trottoir (béton balayé côté bâtiment & enrobé côté voie)

3.1.2 Travaux à prévoir :

- mise aux normes de la partie du cheminement situé sur la parcelle par bande de guidage, ajout d'un éclairage complémentaire, mise aux normes de la grille EP
- marquage de la place handicapés (au sol et par panneaux réglementaires)

3.2 CASSE PIERRE :

3.2.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, l'ensemble de la chaussée de la ruelle Merencienne est la propriété de la SEDRE, d'un côté de la rue sont les bâtiments de la résidence CASSE PIERRE, et de l'autre les bâtiments de l'opération BUTOR.

3.2.2 Travaux à prévoir :

En conséquence, les cheminements handicapés devront être réalisés sur l'ensemble des trottoirs, jusque aux bordures de chaussées qui devront être signalées par bande d'éveil à la vigilance. Par ailleurs, il est nécessaire de réaliser des rampes devant les accès aux ERP, qui présentent tous des seuils actuellement non conformes. Enfin, un éclairage aux normes devra être réalisé sur l'ensemble des cheminements créés, et une place handicapés créée (marquage au sol)

3.3 BUTOR :

3.3.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, l'ensemble de la chaussée de la ruelle Merencienne est la propriété de la SEDRE, d'un côté de la rue sont les bâtiments de la résidence CASSE PIERRE, et de l'autre les bâtiments de l'opération BUTOR.

3.3.2 Travaux à prévoir :

En conséquence, les cheminements handicapés devront être réalisés sur l'ensemble des trottoirs, jusque aux bordures de chaussées qui devront être signalées par bande d'éveil à la vigilance. Des jardinières maçonnées sont aussi à réaliser au pied d'éléments débordants sur la chaussée et de moins de 2,20 m de haut (clim split-system & coffre de volet roulant au niveau du snack « viens goûter »)

Par ailleurs, il est nécessaire de réaliser des rampes devant l'accès à un ERP, qui présentent des seuils actuellement non conformes. Enfin, un éclairage aux normes devra être réalisé sur l'ensemble des cheminements créés, et une place handicapés créée (marquage au sol)

3.4 BOURBON POINTU / îlot B :

3.4.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, l'intégralité du trottoir au niveau des locaux dévolus aux kinésithérapeutes & à l'auto école de Moulin Joli est public. Par contre, l'accès au local commun résidentiel (LCR) ainsi que l'entrée et le jardin de ce dernier font partie de la résidence, et devront être mis aux normes. L'éclairage semble lui conforme et ne sera pas repris

3.4.2 Travaux à prévoir :

Les seuls travaux à prévoir concernent donc uniquement le LCR :

- élargissement du portillon d'accès au jardin actuellement non conforme
- reprise de l'ensemble du cheminement qui, tant en altimétrie qu'en largeur, est actuellement non conforme
- remplacement d'une porte fenêtre d'accès au local qui est actuellement non conforme (2 vantaux battants de 60 cm)

3.5 VERGER :

3.5.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, tout le trottoir de l'avenue Mapérine est hors parcelle de la résidence. Par contre l'espace triangulaire devant le volet métallique fait partie de la parcelle de l'opération & doit faire l'objet d'une mise aux normes.

3.5.2 Travaux à prévoir :

La surface devant le volet roulant en acier du local, unique accès à celui ci, est actuellement très en contrebas du seuil et engazonnée ; il conviendra de réaliser un dallage béton permettant l'accessibilité du local, avec chasse roues côté trottoir & bande d'éveil à la vigilance devant la chaussée privée. L'absence totale d'éclairage devra être corrigée.

3.6 EUDOXIE NONGE :

3.6.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, la zone engazonnée en avant du bâtiment fait partie de l'opération, et doit donc être mise aux normes

3.6.2 Travaux à prévoir :

Actuellement, l'accès se fait par une surface en béton balayée en pente de plus de 10% sur environ 9 m, sans éclairage. La place qui est occupée par le locataire de l'ERP n'est pas aux normes non plus

Les travaux à prévoir sont donc les suivants :

- création d'un dallage dans engazonnement pour place handicapés,
- création d'un cheminement conforme dans engazonnement pour relier la place handicapés créée et l'ERP, avec un éclairage par luminaire sur mat.

3.7 GRANITES :

3.7.1 Limite de propriété :

D'après cadastre, l'ensemble des voiries piétonnes & automobiles autour des bâtiments font partie de la résidence GRANITES.

3.7.2 Travaux à prévoir :

Cette opération est marquée par un fort relief, et de nombreux escaliers, tous non conformes, qui distribuent les bâtiments. Les deux ERP existants sont desservis par des escaliers.

Une partie seulement des ERP peut être mise aux normes, moyennant des travaux de VRD importants (création d'une place de parking handicapés dans l'engazonnement à proximité de l'épicerie, par travaux de déblaiement et de remblaiement, et réalisation de soutènements et rampes automobile)

En parallèle, sont prévus pour les deux ERP des travaux d'amélioration des escaliers existants desservant les ERP (mains courantes, bandes d'éveil à la vigilance, peinture des contremarches, ajout de garde corps, ajout d'éclairages extérieurs)

Mais en ce qui concerne le LCR, il a été convenu en réunion avec M. TECHER de SOCOTEC que vu l'impossibilité technique de mettre ce local en accessibilité, reprendre les seuils des ces accès n'avait aucun sens (car un fauteuil handicapés ne peut en aucune manière y accéder), et qu'il convenait dans ce cas de préparer une demande de dérogation.

4 PLANNING D'INTERVENTION PROPOSÉ

L'ensemble des sites sera traité par une seule & même entreprise. Le planning d'intervention joint en annexe est fonction :

- du nécessaire planning détaillé des travaux à réaliser
- de la priorisation des sites selon leur fréquentation
- de la priorisation des sites selon l'ampleur des travaux à réaliser

Le planning des travaux implique de réaliser en premier les travaux de VRD, puis les travaux d'électricité, & enfin les travaux de peintures

La priorisation des sites selon leur fréquentation implique de débiter les travaux sur les opérations "Casse-Pierres" & "Butor" (opérations mitoyennes), puis "Bourbon Pointu", "Lory Les Bas", "Eudoxie Nonge", "Granites", & enfin "Verger".

La priorisation des sites selon l'ampleur des travaux à réaliser implique de débiter les travaux sur les opérations "Casse Pierres" & "Butor", puis "Granites", "Bourbon Pointu", "Eudoxie Nonge", "Verger", & enfin "Lory Les Bas".

Compte tenu de l'ampleur des travaux à réaliser, l'ensemble des sites devrait être mis aux normes en environ deux mois.

5 MESURES DE SUBSTITUTION PROPOSÉES

Compte tenu du faible volume de travaux sur l'ensemble des sites entraînant une faible durée de travaux, alliée à la volonté du maître d'ouvrage d'entamer les travaux au plus vite (dès validation du présent agenda seront déposées en mairies les demandes d'autorisations préalables), les travaux devraient être finalisés pour fin 2017 et nous ne prévoyons pas la mise en place de mesures de substitution.

6 DEMANDE DE DÉROGATION

Conformément au RDV du 21/02/2017 dans les services de la DEAL, une demande de dérogation sera ultérieurement demandée pour le site "Granites". En effet un des deux ERP sur ce site présente des problèmes techniques particuliers rendant la mise en accessibilité extrêmement coûteuse & peu fiable, à notre sens déraisonnable au regard de l'ERP, qui est un petit LCR le plus souvent clos et inusité (le seul moyen techniquement réaliste de le rendre accessible serait de supprimer des places de stationnement pour réaliser un ascenseur en extérieur franchissant les 4 mètres de dénivelé).

7 ANNEXES

Extraits de plans cadastraux des opérations SEDRE concernées

Rapports de diagnostic établis par SOCOTEC

Tableaux récapitulatifs comprenant :

- nom des sites
- ✎ nom des ERP
- ✎ localisation de chaque site
- travaux prévus par site
- ✎ estimation par site
- ✎ planning des travaux par site

PROJET STRATÉGIQUE DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DE L'ENSEMBLE DES ERP-TABLEAU 1

NOM	LOCALISATION		TRAVAUX PRÉVUS	MONTANT DES TRAVAUX	DUREE DES TRAVAUX
	COMMUNE	ADRESSE			
Site 1 – résidence LORY LES BAS ERP "CHARMEL COIFFURE"	Saint Denis	19 & 21 rue Lory Les Bas 97400 Saint Denis	Création place automobile handicapés (marquage au sol & panneaux B6d & M6h) Réalisation éclairage accès extérieurs Réalisation bande de guidage handicapés	2 528,05 €	1,5 jour
Site 2 – résidence CASSE PIERRE ERP snack "VIENS GOUTER" ERP "MAISON DE LA JUSTICE" ERP "ASSOCIATION DES PECHEURS DE ST DENIS"	Saint Denis	rue Mérendienne 97490 Sainte Clotilde	Réalisation éclairage accès extérieurs Réalisation rampes pour franchissement des seuils Réalisation bande de guidage handicapés Réalisation bandes d'éveil à la vigilance & reprise des trottoirs Création place automobile handicapés (marquage au sol & panneaux B6d & M6h) Réalisation de protections au droit des obstacles en saillie	28 130,10 €	6,5 jours
Site 3 – résidence BUTOR ERP "LCR" (actuellement salle De sports) ERP snack "P'tit Kébab"	Saint Denis	rue Mérendienne 97490 Sainte Clotilde	Réalisation éclairage accès extérieurs Réalisation rampes pour franchissement des seuils Réalisation bande de guidage handicapés Réalisation bandes d'éveil à la vigilance & reprise des trottoirs Création place automobile handicapés (marquage au sol & panneaux B6d & M6h) Réalisation de protections au droit des obstacles en saillie	8 582,51 €	3,5 jours
Site 4 – résidence BOURBON POINTU ERP [masseurs kinésithérapeutes] ERP "Auto-école de Moulin Joli" ERP "LCR" [salle de répétition de Musique]	La Possession	2 rue du Capitaine Dreyfus ZAC Moulin Joli 974xx La Possession	Réalisation éclairage accès extérieurs Réalisation rampes pour franchissement des seuils Réalisation bande de guidage handicapés Réalisation bandes d'éveil à la vigilance (sans reprise de trottoir) Remplacement de menuiserie PVC Réalisation de protections au droit des obstacles en saillie	11 038,02 €	5,5 jours
Site 5 – résidences VERGER 1 & 3 ERP [local commercial actuellement Inoccupé]	Sainte Marie	avenue de Maperine & allée des Bilimbis 974xx Sainte Marie	Réalisation éclairage accès extérieurs Réalisation rampes pour franchissement des seuils Réalisation bande de guidage handicapés Réalisation bandes d'éveil à la vigilance (sans reprise de trottoir)	3 905,01 €	2,5 jours
Site 6 – résidence EUDOXIE NONGE ERP [local commercial actuellement occupé par une société de Gardiennage non identifiée]	Saint Denis	avenue Eudoxie Nonge & rue des Ecoilers 97490 Sainte Clotilde	Réalisation éclairage accès extérieurs Création d'un accès piéton accessible Réalisation rampes pour franchissement des seuils & réalisation bande de guidage handicapés Réalisation bandes d'éveil à la vigilance & reprise des trottoirs Création place automobile handicapés (marquage au sol & panneaux B6d & M6h) Suppression des bornes anti-stationnement non conformes	10 848,99 €	3,5 jours
site 7 – résidence GRANITES ERP [épicerie] ERP [LCR inoccupé]	Saint Denis	allée des Cornalines 97400 Saint Denis	Réalisation éclairage accès extérieurs Création d'un accès automobile Réalisation rampes pour franchissement des seuils Réalisation bande de guidage handicapés Réalisation bandes d'éveil à la vigilance & reprise des trottoirs Création place automobile handicapés (marquage au sol & panneaux B6d & M6h) Reprise des escaliers extérieurs existants Ajout de garde corps & mains courantes dans les escaliers Extérieurs existants	26 126,97 €	7 jours

PROJET STRATÉGIQUE DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DE L'ENSEMBLE DES ERP-TABLEAU 2

NOM	PLANNING D'EXÉCUTION (du 09/10/2017 au 15/12/2017)									
	Semaine 41	Semaine 42	Semaine 43	Semaine 44	Semaine 45	Semaine 46	Semaine 47	Semaine 48	Semaine 49	Semaine 50
Site 1 – résidence LORY LES BAS										
ERP "CHARMEL COIFFURE"										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves
Site 2 – résidence CASSE PIERRE										
ERP snack "VIENS GOUTER"										
ERP "MAISON DE LA JUSTICE"										
ERP "ASSOCIATION DES PECHEURS DE ST DENIS"										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves
Site 3 – résidence BUTOR										
ERP "LCR" (actuellement salle de sports)										
ERP snack "P'tit Kébab"										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves
Site 4 – résidence BOURBON POINTU										
ERP [masseurs kinésithérapeutes]										
ERP "Auto-école de Moulin Joli"										
ERP "LCR" [salle de répétition de musique]										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves
Site 5 – résidences VERGER 1 & 3										
ERP [local commercial actuellement Inoccupé]										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves
Site 6 – résidence EUDOXIE NON3E										
ERP [local commercial actuellement occupé par une société de gardiennage non identifiée]										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves
Site 7 – résidence GRANITES										
ERP [épicerie]										
ERP [LCR inoccupé]										
VRD								OPR	reception	levee reserves
électricité								OPR	reception	levee reserves
peinture								OPR	reception	levee reserves

